



**Modèle Francophone International des  
Nations Unies en Eurasie  
2022**

**RAPPORT DE SYNTHÈSE**

**La Ligue Arabe**

*La stabilité politique après le printemps arabe*

**FORUM** : La Ligue arabe

**SUJET** : La stabilité politique après le printemps Arabe

**MEMBRES DE L'ÉTAT-MAJORS** : Defne ÖZGÜR & Zeynep Selin ÇİÇEKÇİ

**POSITION** : Présidentes

---

## Introduction

Le Printemps arabe, aussi appelé “les révolutions arabes”, désigne l’ensemble des manifestations et des mouvements de nature séditionnaire de la société de plusieurs pays du Maghreb et du Moyen-Orient à partir de 2010. Les populations de ces pays protestent à la fois contre le chômage, la pauvreté, mais aussi contre la tyrannie et la corruption de leurs dirigeants : des gouvernements autoritaires en place depuis plusieurs dizaines d’années. Ces soulèvements ont conduit plusieurs dirigeants à quitter le pouvoir.

Mais comment un mouvement social peut-il bouleverser des régimes que l’on croyait indestructibles ? La contestation révolutionnaire, partie de Tunisie il y a 11 ans et qui perdure, s’est propagée progressivement dans la plupart des pays de la Ligue arabe. Les Tunisiens ont été les premiers à agir afin d’obtenir la démocratie et tous les droits qui vont avec. Même si le manque de liberté individuelle est l’élément déclencheur de tous ces mouvements activistes, le chômage, la forte pauvreté que causent les régimes autoritaires ont joué un rôle décisif dans le déclenchement des révoltes. Les Algériens, les Libanais, les Egyptiens, les Irakiens, les Iraniens et les Syriens, inspirés par les Tunisiens, se sont également révoltés contre l’Etat qui restreignait leur liberté et provoquait l’augmentation du coût de la vie.

Mais seule la Tunisie a mené à son terme cette révolution démocratique. Cependant, bien qu’il n’y ait pas eu de transition vers un régime pleinement démocratique dans les autres pays, le printemps arabe a fait démissionner les dirigeants de certains pays comme le Yémen et la Jordanie.

En 2021, ces printemps arabes ont fêté leur dix ans. Quelles perspectives économiques, politiques et sociétales nouvelles sont nées de ces mouvements dans le monde arabe aujourd’hui ? Quelles suites peut-on envisager à ces mouvements ? Quelles formes de stabilité sont possibles ?

## Définition des termes clefs

### Ligue arabe

La ligue arabe ou la ligue des États arabes, fondée le 22 mars au Caire par l'Arabie Saoudite, l'Égypte, l'Irak, le Liban, la Syrie, le Yémen et la Jordanie est une association régionale destinée à renforcer les relations entre les Etats et à former une coopération mutuelle en vue de défendre les intérêts du monde arabe. Les Etats-membres regroupent vingt-deux pays, dont la Libye, le Soudan, la Tunisie, le Maroc, le Koweït, l'Algérie, les Émirats Arabes-Unis, Bahreïn, le Qatar, Oman, la Mauritanie, la Somalie, la Palestine, Djibouti et des Comores. Cette coalition arabe a actuellement le statut d'observateur<sup>1</sup> à l'ONU.

### Démocratie

Le mot démocratie est construit à partir de deux racines grecques : *dêmos* (le peuple) et *kratein* (commander). Dans une démocratie, c'est donc le peuple qui est souverain. Ce régime politique est fondé sur l'égalité dans lequel le peuple, l'ensemble des citoyens, exerce le pouvoir. La démocratie permet à la société de participer aux prises des décisions politiques de manière directe ou indirecte. Étant un régime qui défend les citoyens contre l'arbitraire ou l'abus du pouvoir, la démocratie se fonde sur une égalité de chacun devant la loi. Dans une démocratie, chaque citoyen peut exercer son droit de vote. Chaque vote a le même poids.

### Régime autoritaire

L'autoritarisme est un terme qui tire ses origines du latin, *auctoritas*, qui signifie la capacité de faire grandir. Contrairement à la démocratie, ce type de régime dans lequel le pouvoir est au main d'un souverain ou d'un parti, exige la soumission et l'obéissance du aux dirigeants, en imposant une idéologie défendue par les responsables politiques ou militaires. C'est la raison pour laquelle les rapports entre le gouvernement et la société sont basés sur la

---

<sup>1</sup> Statut d'observateur: Le statut d'observateur est un privilège accordé par certaines organisations à des non-membres pour leur permettre de participer aux activités de l'organisation.

force. Aussi, l'autoritarisme restreint les libertés civiles et les droits politiques de manière à imposer son autorité au peuple. Ces restrictions comprennent l'interdiction des activités politiques organisées et toute expression publique d'un désaccord et le contrôle strict des médias. On observe aussi généralement le refus de la compétition électorale. Les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire ne sont pas indépendants. La pression autoritaire toujours accrue de ces régimes non démocratiques est à l'origine des printemps arabes.

## **Inflation**

C'est un calcul économique qui désigne une hausse des prix due à une augmentation de la quantité de monnaie en circulation, des déficits budgétaires, un excès de pouvoir d'achat des individus par rapport aux biens qui leur sont proposés sur une période donnée. L'augmentation du pourcentage de l'inflation influence l'économie nationale dans son ensemble car elle a une incidence sur le coût de la vie.

## **Coût de la vie**

Il est défini comme le calcul des dépenses de consommation des ménages et comprend l'hébergement, la nourriture et le moyen de transport qu'une personne doit utiliser pour atteindre un certain niveau de vie. Le principal critère qui a un effet sur le coût de la vie est l'inflation.

## **Aperçu général**

### **L'origine du printemps Arabe**

Les premières révoltes anti-gouvernementales dans les pays arabes ont débuté en décembre 2010 en Tunisie, puis en Egypte deux mois plus tard. Elles se sont ensuite propagées dans les sociétés arabo-musulmanes d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient grâce à l'usage des technologies de communication moderne. Les principales causes de ces mouvements à forte dimension sociale sont le manque de libertés individuelles et publiques, le chômage, la misère, la corruption au sein du gouvernement, le coût de la vie élevé ainsi qu'un besoin d'une démocratie qui ne soit pas une simple façade. Les régimes militaires autocratiques en place, qui concentrent la richesse entre les mains de quelques privilégiés, ne parvenaient plus à satisfaire les besoins des nouvelles générations. Ces révoltes sont aussi le

fruit de la marginalisation de la jeunesse, elles vont au-delà d'une simple rébellion de jeunes éduqués contre des règles autoritaires.

Les facteurs démographiques et culturels menant à un chômage de masse ont entraîné les problèmes les plus graves. L'augmentation excessive du taux de chômage a touché et abîmé les structures sociales en provoquant une frustration que les jeunes marginalisés ne veulent plus accepter. Les régions arabes ont connu une augmentation du prix des aliments de base qui les ont conduit à une immense pauvreté qui a touché progressivement toutes les couches de la population. Et les oligarchies autoritaires n'ont pas été capables de mener les réformes sociales, politiques et structurelles, nécessaires pour répondre à ces problèmes.

### *Démographie*

Tous les pays arabes ont entamé leur transition démographique dans les années 1950. Au moment des révolutions, elle est avancée au Moyen-Orient, et achevée au Maghreb. Ce facteur joue un rôle décisif dans le déclenchement des révolutions. En effet, les enfants, moins nombreux, prennent plus d'importance dans la famille, sont mieux éduqués et élevés de façon égalitaire. Ils sont donc plus à même de remettre en cause l'autorité patriarcale et le système inégalitaire. La transition démographique a aussi pour résultat des effectifs importants pour la classe d'âge de 15-29 ans : ils sont plus de 100 millions en 2009 dans la région, soit le tiers de la population totale, et une augmentation de 50 % depuis vingt ans.

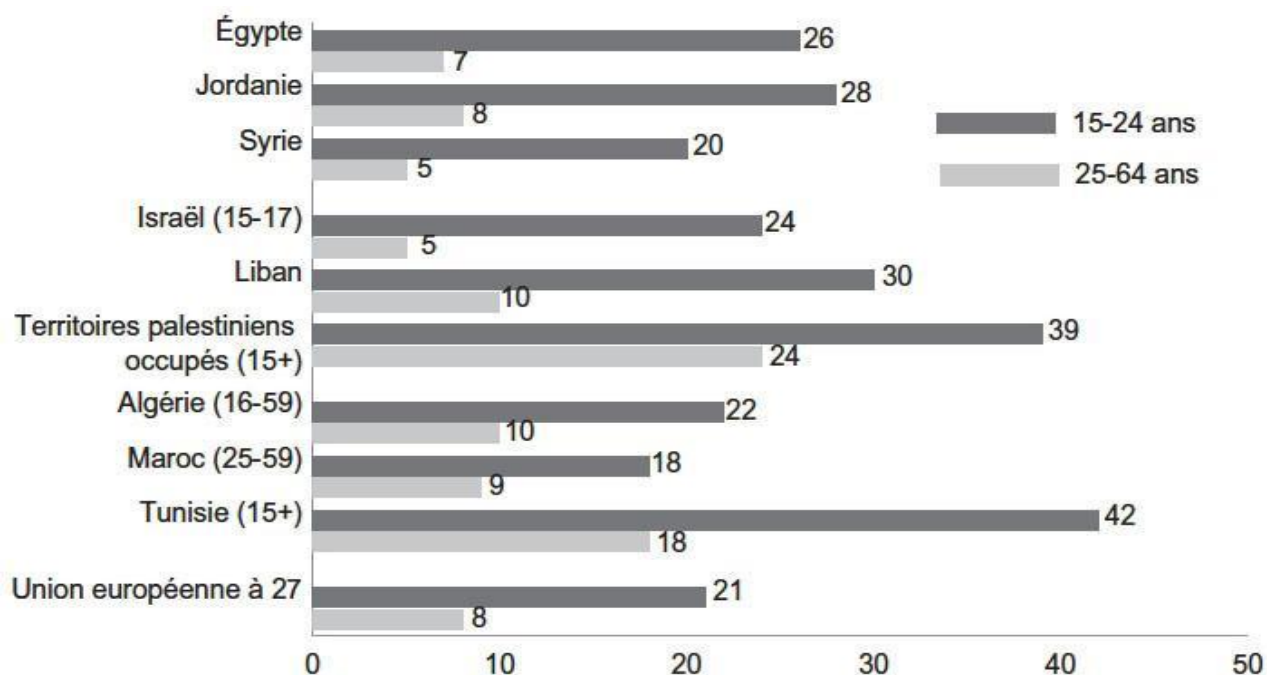
### *Régimes politiques*

Il ne serait pas juste de mettre dans le même sac tous les régimes politiques du monde arabe avant ces événements. Néanmoins, il est possible de distinguer différents types de régimes. Le premier s'appuie sur une structure étatique traditionnelle dans laquelle la religion est généralement associée à l'exercice du pouvoir. On trouve aussi un type de régime politique encore conservateur mais aussi républicain dans lequel le pouvoir est aux mains des militaires. C'était le cas de l'Égypte de 1981 à 2011. Enfin, certains régimes sont qualifiés de révolutionnaires comme la Libye, ils s'opposent complètement aux systèmes traditionnels et défendent la nécessité d'un nouvel ordre socio-politique. Mais tous ces régimes avaient un point commun : l'autocratie.

Les régimes politiques des pays arabes sont autoritaires, oligarchiques et stricts. Le gouvernement se sert des services policiers dans le but de se maintenir au pouvoir. Les libertés limitées, la corruption particulièrement développée dans la plupart de ces pays poussent la population à chercher des solutions. Les nouvelles générations, plus éduquées et élevées de façon égalitaire, et le peuple tout entier, aspire à plus de démocratie et de liberté.

### Aspects socio-économique

Sur le plan socio-économique, les régions du Maghreb et du Moyen-Orient sont touchées par des taux de chômage élevés. Bien que l'important budget consacré à l'éducation depuis trente ans se soit traduit par des taux de scolarisation élevés dans l'enseignement secondaire et supérieur, la tranche d'âge la plus touchée par le chômage reste celle des 15-29 ans qui constituent 90 % des chômeurs. Ces jeunes chômeurs représentent entre 20 % et 40 % d'entre eux, alors que le taux de chômage au Moyen-Orient et en Afrique du Nord oscille entre 10 % et 20 % dans cette tranche d'âge.



source: Gelabert, E. (2013). Le Printemps arabe en perspective. *Cahiers de l'action*, (2), 11-17.  
<https://www.cairn.info/revue-cahiers-de-l-action-2013-2-page-11.htm>

D'ailleurs, avec la hausse des prix de l'alimentation, à la fin de l'année 2010 et au début de l'année 2011, une partie importante de la population a des difficultés à se nourrir :

- le cours des céréales atteint son plus haut niveau historique, soit 2,5 fois plus qu'en 2002 ;
- le cours du sucre est également à son plus haut niveau historique, soit quatre fois plus cher qu'en 2002 ;
- les autres produits alimentaires connaissent des hausses moins spectaculaires, mais sont aussi à leur plus haut niveau historique.

## La politique après le printemps arabe

La détermination des peuples longtemps opprimés a permis de renverser des dictatures très enracinées. Le tunisien Ben Ali, l'égyptien Hosni Moubarak, le libyen Mouammar Kadhafi, le yéménite Ali Abdullah Saleh et le soudanais Omar el-Béchir totalisent à eux cinq 146 années de règne. Tous ont été renversés par les mouvements contestataires de 2011 ou par leurs répliques provoquant ainsi un bouleversement politique dans les mondes arabes. Ces bouleversements sont aussi à l'origine d'un vide politique et ouvrent une période d'incertitudes.

Dans au moins deux pays, au Bahreïn et en Égypte, la répression autoritaire s'est renforcée. En Égypte, les urnes mènent à l'élection de l'islamiste Mohamed Morsi en 2012, renversé dès l'année suivante par l'armée, amenant le général Abdel Fattah al-Sissi au pouvoir. La répression est particulièrement sévère et le pays compterait aujourd'hui 60 000 prisonniers politiques. Dans beaucoup d'autres pays, la peur suscitée par la chute de régimes qui semblaient très stables a mené les gouvernements à concéder certaines réformes politiques et sociales pour éteindre la colère populaire. C'est le cas de l'Arabie Saoudite qui a lancé des plans de mesures sociales importants, ou encore du Maroc ou de la Jordanie entre autres, qui ont pris des mesures politiques. Les problèmes de fond n'ont généralement pas été résolus, et si les résultats des Printemps arabes varient selon les pays, beaucoup se retrouvent aujourd'hui dans des situations sociales et politiques égales sinon pires qu'au début des mouvements.

L'année 2019 a été marquée par la contestation populaire dans beaucoup de pays du monde. Certains pays arabes ont connu une seconde vague révolutionnaire, elle est le fruit de ces désillusions. C'est le cas par exemple au Liban, qui avait connu des manifestations

limitées en 2011, notamment par peur d'un retour au désordre et à une situation de guerre civile. En Irak, les manifestations demandant le départ du gouvernement et protestant contre la corruption, le chômage, la déliquescence des services publics et la tutelle de l'Iran, sont réprimées sévèrement. Au Soudan, des manifestations qui sont l'expression de la colère d'une partie de la population face à l'augmentation des prix, commencent dès la fin de l'année 2018. En Algérie, l'annonce de la candidature de Bouteflika, au pouvoir depuis 1999, à un cinquième mandat présidentiel ravive la contestation, menant à une mobilisation massive: "le Hirak", ou "mouvement" en arabe.

Pour conclure, les « printemps arabes », comme ils ont été nommés, n'ont pas toujours eu les effets sociaux et politiques escomptés mais on peut encore s'attendre à d'autres retombées. En une décennie, les processus de démocratisation et de pacification ont été mis à mal par les guerres civiles, les coups d'État et les interventions militaires. Ces dix dernières années n'ont donc pas vu la situation s'améliorer dans beaucoup de ces pays, mais les aspirations au changement sont toujours exprimées dans une grande partie de la population. Les mouvements récents montrent que la volonté d'autodétermination des peuples arabes est toujours présente. Cependant il faut replacer le mouvement sur le temps long. Ces pays sont encore pour beaucoup d'entre eux dans une période de construction politique, économique et sociale après des années de domination ottomane et de tutelle européenne. Les « printemps arabes » portent de ce fait autant d'espoirs que de questions quant à leur avenir proche ou plus lointain.

## **Pays et Organisations Concernés**

### **La Tunisie**

Les manifestations en Tunisie sont considérées comme le point de départ de l'effet domino du printemps arabe du fait qu'elles se sont conclues par la démission du président Zine el-Abidine Ben Ali, après 24 ans de pouvoir. Aussi appelés « révolution du jasmin » ou « révolution tunisienne », ces mouvements ont été causés par la forte augmentation du coût de la vie, de l'inflation et de la hausse du chômage surtout des jeunes. Le soulèvement du peuple tunisien a été déclenché par le suicide de Mohamed Bouazizi, un jeune vendeur à la



sauvette qui s'est immolé devant le siège du gouvernorat en raison de la confiscation de son outil de travail et de l'ignorance de sa plainte par la municipalité.

Quelques jours après le suicide de Bouazizi, le peuple tunisien provoqué est descendu dans la rue dans plusieurs villes, pour protester contre la répression du régime contre toute forme de critique, la corruption qui avait considérablement enrichi la famille de Ben Ali, la politique économique qui avait causé une hausse du taux de chômage et de l'inflation. Ces actions anti-gouvernementales, qui semblaient d'abord résulter du mécontentement vis-à-vis des conditions économiques difficiles, se sont rapidement transformées en une manifestation directe contre le régime de Ben Ali. Ces mouvements se sont étendus dans tout le pays, si bien qu'après avoir promis aux Tunisiens de démissionner de son poste à la fin du mandat en 2014, Ben Ali s'est réfugié en l'Arabie Saoudite avec sa famille.

La Révolution de jasmin en Tunisie est primordiale pour la transition politique et façonne l'histoire de la démocratisation de la Tunisie car ce mouvement populaire était une première. Le président par intérim a ensuite annoncé une nouvelle feuille de route le 3 mars 2011, qui a facilité la période de transition et qui a permis au peuple de voter pour choisir une assemblée nationale.

## L'Égypte

Inspirées de la Révolution du jasmin, les actions anti-gouvernementales égyptiennes ayant débuté le 25 janvier 2011, ont entraîné la fin du régime d'Hosni Moubarak qui avait duré 30 ans.

La place Tahrir a été occupée par des millions de manifestants égyptiens qui protestaient principalement contre la corruption gouvernementale, la brutalité de la police, l'abus de pouvoir, le régime autoritaire d'Hosni Moubarak, les taux hauts de chômage et donc la pauvreté. Le régime, très perturbé par ce soulèvement, a pris des mesures violentes et brutales impliquant entre autres la limitation de toutes formes de communication dans le but d'empêcher la convergence des protestations. La pression publique a conduit Moubarak à remettre le pouvoir au peuple égyptien. Bien que le président se soit retiré en seulement trois semaines, les mouvements qui en sont la cause sont les résultats de dizaines d'années de dictature et de répression.

Malgré le changement du régime en 2011, l’Égypte, dont la stabilité politique est considérée “fragile”, craint que d’autres révoltes se produisent : selon Kienle<sup>2</sup>, le fait que les dirigeants du pays méconnaissent l’état de développement réel du pays des dirigeants, peut encore entraîner des troubles politiques et sociaux.

## Le Maroc

Le Maroc connaît le même phénomène de dominos que les pays voisins. Le 20 février 2011, des mouvements en faveur d’une monarchie constitutionnelle dans laquelle le gouvernement serait élu et aurait contrôle des politiques sociaux et économiques du pays débutent. Le roi, qui est en charge de toutes les nominations gouvernementales et militaires de haut rang, est la cible de ces manifestations.

A la différence de ses voisins, le peuple marocain n’a pas ouvertement manifesté pour obtenir la destitution de Mohamed VI mais il a demandé des réformes constitutionnelles ; il ne s’agit donc pas tout à fait d’une révolution. La monarchie marocaine elle-même n’a pas réagi pour contrer ces réformes, elle n’a pas fait usage de la violence contrairement à ses voisins. Ce parti pris relativement libérales par rapport aux autres pays arabes a permis l’organisation d’un référendum. Cela reflète la volonté de Mohamed VI de réformer et de s’engager dans une démocratie partielle. Étant donné qu’une nouvelle constitution était nécessaire pour acter ces changements , un comité d’experts nommé par le roi qui travaille à huis clos a été formé. La nouvelle constitution (2011) est considérée comme la constitution la plus libérale que le Maroc ait connue depuis son indépendance (1956). Elle consacre les principes libéraux, donne plus d’indépendance aux élus et à la justice et promeut l’égalité des sexes.

## La Libye

Tout a commencé en février 2011, par une contestation violemment réprimée à Benghazi contre le régime du colonel Mouammar Kadhafi, au pouvoir depuis 1969. La répression fait plusieurs milliers de morts. Mouammar Kadhafi menace de traquer les rebelles *"rue par rue, allée par allée, maison par maison"*.

---

<sup>2</sup> Entretien avec Eberhard Kienle, l’auteur du livre Egypt: A Fragile Power  
<https://www.sciencespo.fr/cei/fr/content/l-egypte-est-elle-un-etat-fragile-entretien-avec-eberhard-kienle>

Une coalition emmenée par Washington, Paris et Londres lance une offensive contre le régime. Le 20 octobre, Mouammar Kadhafi est tué dans le dernier assaut contre sa région d'origine, Syrte. Trois jours plus tard, le Conseil national de transition (CNT), organe politique de la rébellion, proclame la *"libération totale"* du pays.

Actuellement, la chute de Mouammar Kadhafi a précipité la Libye dans la guerre civile entre groupes rivaux et jihadistes. Depuis 2015, deux autorités se disputent le pouvoir : le Gouvernement d'union nationale (GNA) de Fayeze Al-Sarraj, basé à Tripoli (ouest du pays) et reconnu par l'ONU, et l'Armée nationale libyenne (ANL) incarnée par le maréchal Khalifa Haftar, à l'est. Plusieurs puissances étrangères sont impliquées dans le conflit. La Russie, les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite soutiennent l'ANL tandis que la Turquie a envoyé des renforts militaires auprès du GNA.

## La Syrie

Le 6 mars, une quinzaine d'adolescents écrivent sur les murs de leur école à Deraa, dans le sud de la Syrie, *"Ton tour est arrivé, docteur"*, à l'intention du président Bachar Al Assad, ophtalmologiste de formation. L'arrestation et la torture des adolescents déclenchent la révolte et les premières manifestations pour des changements démocratiques. Face à l'impitoyable répression du régime, le soulèvement tourne à la guerre civile.

Jusqu'en 2013, le régime recule face aux différentes factions rebelles, mais en 2015, grâce à l'intervention militaire de la Russie, alliée de Damas, le rapport de force s'inverse. La chute d'Alep en 2016 ouvre une période de reconquête pour Bachar Al-Assad, y compris des bastions historiques de l'opposition comme la Ghouta orientale ou la région de Deraa, rappelle le site du ministère des Affaires étrangères français. Le régime est notamment accusé d'avoir utilisé des armes chimiques contre la population.

Le conflit a fait à ce jour plus de 380 000 morts et entraîné l'exode interne et externe de millions de civils. Des détenus continuent de mourir dans des prisons où la torture est fréquente, d'après plusieurs ONG. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) estime que *"100 000 personnes ont été tuées dans des prisons"* du pays depuis 2011. Les bombardements et attaques du régime ont dévasté l'économie du pays.

## L'Algérie

L'Algérie – pays pétrolier bénéficiant d'importantes ressources financières rentières – est elle aussi affectée par la vague de contestations politiques qui parcourt l'ensemble du monde arabe même si, sur le court terme, les formes que prend cet impact et ses conséquences sont spécifiques. L'économie de ce pays est bouleversée, de nombreuses personnes sont blessées ou mortes en raison des bombardements au sein des pays.

## Développements récents

|                 |   |
|-----------------|---|
| 2011<br>Janvier | <ul style="list-style-type: none"><li>-Fuite du président tunisien Ben Ali, au pouvoir depuis 1987, vers l'Arabie Saoudite.</li><li>-Première manifestation sur la Place Tahrir au Caire. Début de plusieurs semaines de mobilisation des Égyptiens en vue de la chute du régime.</li><li>- Rassemblement à Damas après un appel lancé sur Facebook en Syrie et plus de 80 manifestants sont tués le lendemain.</li><li>- 5 jours d'émeutes contre la vie chère et le chômage font 5 morts et plus de 800 blessés en Algérie.</li></ul> |
| Février         | <ul style="list-style-type: none"><li>-Le président égyptien Hosni Moubarak, au pouvoir depuis 1981, quitte le pouvoir en Egypte</li></ul>  |
| Mars            | <ul style="list-style-type: none"><li>- Nouveau gouvernement provisoire sans aucun ancien ministre de Ben Ali en Tunisie.</li><li>- Référendum sur la constitution égyptienne, avec 77% des voix en faveur des amendements proposés (limitation du nombre et de la durée du mandat présidentiel, assouplissement des conditions de candidatures électorales) en Egypte.</li><li>- L'OTAN prend officiellement le commandement des opérations militaires menées dans les pays.</li></ul>   |
| Aout            | <ul style="list-style-type: none"><li>- Ouverture du procès de Hosni Moubarak, rapidement ajourné et reporté au 15 août. L'ancien président égyptien est accusé du meurtre de plus de 800 manifestants et de détournement de fonds publics.</li><li>- Le Conseil de sécurité de l'ONU condamne « les violations généralisées des droits de l'homme » en Syrie.</li></ul>  |

## Annexes

- I. Badie, B. (2011). Printemps arabe: un commencement. *Études*, 415(7), 7-18.
- II. Khader, B. (2011). «Printemps arabe»: entre autoritarisme et démocratie. *Politique étrangère*, (4), 825-838.
- III. Amin, S. (2011). 2011: le printemps arabe?. *Mouvements*, (3), 135-156.
- IV. Guidère, M. (2012). Histoire immédiate du «printemps arabe». *Le Débat*, (1), 129-145.

## Bibliographie

1. Abdelmoumni, F. (2013). Le Maroc et le Printemps arabe. *Pouvoirs*, (2), 123-140.
2. Burgat, F. (2011). Anatomie des printemps arabes.
3. Cloutier, J. D. (2012). Mobilisations populaires et changements politiques en Afrique du Nord: Une analyse du «Printemps arabe» en Égypte et Tunisie.
4. El-Haddad, A. (2020). Redefining the social contract in the wake of the Arab Spring: The experiences of Egypt, Morocco and Tunisia. *World Development*, 127, 104774.
5. Becheikh, N. (2021). Political stability and economic growth in developing economies: Lessons from Morocco, Tunisia and Egypt ten years after the Arab Spring. *Insights into Regional Development*, 3(2), 229-251.
6. Saidin, M. I. S. (2018). Rethinking the 'Arab Spring': The Root Causes of the Tunisian Jasmine Revolution and Egyptian January 25 Revolution. *International Journal of Islamic Thought*, 13, 69-79.
7. Abdelmoumni, F. (2013). Le Maroc et le Printemps arabe. *Pouvoirs*, (2), 123-140.
8. Arieff, A., & Humud, C. E. (2011). *Political transition in Tunisia* (Vol. 15). Washington, DC: Congressional Research Service.
9. Khaled, M. A. (2014). Lebanon and the Arab uprisings. *Theses, Dissertations, and Projects*.
10. Esther Gelabert, Le Printemps Arabe en Perspective, *Cahiers de L'action*.
11. Bertrand Badie, Printemps arabe: un commencement, *Études 2011*.
12. France Info, Le douloureux bilan de la Syrie, publié le 11/11/2021.